

UN MOMENTUM POUR DES FRAPPES UKRAINIENNES MASSIVES CONTRE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE
RUSSE EST ARRIVÉ

Damien Ernst,
Professeur à l'Université de Liège
Professeur invité à Telecom Paris
&
Corentin de Salle,
Professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes Commerciales
Directeur scientifique du Centre Jean Gol,
Auteur de l'ouvrage « Fiasco Énergétique », Texquis, 2014

Février 2022, le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne bouleverse les équilibres du monde. Celui de l'énergie en particulier. Depuis, le monde occidental s'est progressivement affranchi de sa dépendance au pétrole et au gaz russes. L'Europe, autrefois grande consommatrice de ce gaz venu de l'Est par gazoduc, n'en importe pratiquement plus : de 1500 TWh par an¹ avant la guerre, elle est passée à moins de 250 TWh aujourd'hui.² Le gaz russe a en grande partie été remplacé par des importations de gaz liquéfié provenant principalement des USA. L'Europe a également délaissé les produits pétroliers russes, qui ont trouvé d'autres marchés, comme l'Inde ou la Chine.

Si la guerre reste militairement incertaine, elle a déjà fait des gagnants et des perdants dans le secteur de l'énergie. L'Europe est aujourd'hui dans le camp des perdants. Son sevrage du gaz russe lui a coûté extrêmement cher. De 2022 au début de 2023, elle a été contrainte de payer son gaz à un prix faramineux, qui dépassa même les 200€/MWh. Certes, le prix actuel semble se stabiliser autour des 30 €/MWh. Mais cela reste deux fois plus cher qu'avant la guerre en Ukraine. Et c'est trois fois plus que le prix en vigueur aux États-Unis³. Ce qui, bien évidemment, pénalise fortement l'industrie européenne.

À l'inverse, les États-Unis sont dans le camp des gagnants, à tous les niveaux. Ils le doivent notamment à quinze ans d'investissements dans la fracturation hydraulique et à une industrie gazière extrêmement efficace et innovante, qui lui ont permis d'exploiter d'immenses ressources en gaz de schiste. Ils ont ainsi quasiment acquis la souveraineté énergétique, tout en faisant chuter le prix du gaz sur leur territoire,⁴ ce qui favorise leur industrie. Dans la foulée, Joe Biden a offert des facilités fiscales aux industries énergivores, notamment européennes, tentées de délocaliser leur production sur le sol américain pour bénéficier de cette aubaine énergétique. Les USA ont également tiré profit de la nouvelle situation géopolitique pour devenir les premiers exportateurs mondiaux de gaz liquéfié (LNG) en 2023, devançant désormais le Qatar et l'Australie, avec un volume de 1400 TWh exporté.⁵ C'est d'autant plus remarquable que les USA n'ont commencé à exporter du LNG qu'en 2016 !

¹ https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/11/malgre-la-guerre-en-ukraine-l-europe-a-augmente-ses-importations-de-gaz-russe-par-la-mer_6188799_3234.html#:~:text=En%202021%2C%20les%20pays%20de,cubes%2C%20selon%20de%20premiers%20recoupements.

² <https://www.naturalgasworld.com/2023-a-year-of-records-in-energy-108992>

³ <https://www.ice.com/products/27996665/Dutch-TTF-Natural-Gas-Futures/data?marketId=5714606&span=3>

⁴ https://ycharts.com/indicators/henry_hub_natural_gas_spot_price

⁵ <https://twitter.com/SStapczynski/status/1742353001388585141?t=uWBLRGWePynwYWDelrMh5g&s=19>

Dans un premier temps, la guerre en Ukraine a paradoxalement bénéficié au secteur énergétique russe, de 2022 aux premiers mois de 2023. La Russie a alors pu vendre son gaz à un prix extrêmement élevé qui a largement compensé la baisse des ventes à l'Ouest. Mais en 2024, ce ne sera probablement plus le cas. Les prix ont significativement baissé et la Russie n'a pu trouver d'autres marchés que pour une petite partie du gaz qu'elle destinait habituellement à l'Europe, faute d'infrastructures de transport adéquates. Ainsi, les exportations de gaz russe ont chuté de 65⁰% en 2023.

En revanche, pour le pétrole russe, les sanctions occidentales n'ont été que très moyennement efficaces. Tout en mettant à profit une flotte de vieux pétroliers pour contourner les sanctions, la Russie a trouvé d'autres marchés à peine moins profitables pour écouler le pétrole dont l'Occident ne voulait plus. Mais à terme, la Russie se retrouvera elle aussi dans « le camp des perdants ». En imposant au début de la guerre ukrainienne un chantage énergétique à l'Europe — qui ne l'oubliera pas de sitôt —, elle s'est en réalité infligé un lourd handicap économique, et à fort long terme. Le futur est incertain : les revenus pétroliers et gaziers russes ont chuté de 24% en 2023, soit une perte de 100 milliards de dollars par rapport à l'année précédente.⁶

Pourtant, malgré ces bouleversements économiques et géostratégiques, l'infrastructure énergétique russe — en particulier son industrie pétrolière — a été jusqu'il y a très récemment que fort peu attaquée par les Ukrainiens à ce jour. On peut se demander pourquoi. De telles attaques pourraient en effet appauvrir la Russie et donc sa capacité à financer la guerre. Cette industrie couvre une superficie immense, ce qui la rend vulnérable. L'Ukraine dispose de drones de combat très efficaces qui leur ont, par exemple, permis d'ôter aux Russes le contrôle de la mer Noire. Elle pourrait par exemple relativement facilement attaquer le port russe de Novorossiysk, localisé dans la partie nord-est de la mer Noire. Il abrite notamment le terminal pétrolier de Sheskharis qui permet à la Russie d'exporter 1,5 million de barils de pétrole par jour,⁷ qui ne trouveraient pas de marché sans ce port. Rendre ce terminal inopérant causerait une perte d'argent au pays qui se chiffrerait à plusieurs dizaines de milliards de dollars par an.

Jusqu'à récemment, cette retenue des Ukrainiens pouvait s'expliquer par la crainte de ses alliés occidentaux, surtout les États-Unis, d'une montée importante des prix du pétrole, qui nuirait immanquablement à la popularité du président américain, surtout en période d'élection présidentielle. Il y a deux ans, une telle frappe sur l'infrastructure énergétique russe aurait sans doute effectivement provoqué une hausse significative du prix du baril. Mais les temps ont changé. Aujourd'hui, l'industrie pétrolière dispose d'une réserve de production estimée 4 millions de barils par jour disponibles en quelques semaines. Par conséquent, la perte de pétrole russe acheminé depuis la Mer Noire n'aurait que peu d'effet sur le prix du baril. Peu de personnes réalisent, que contrairement aux analyses pessimistes de Jean-Marc Jancovici, nous allons même probablement connaître une situation de surabondance d'énergies fossiles dans les prochaines décennies. En cause, la forte augmentation de la production pétrolière, notamment en Amérique (Canada, Brésil, USA, etc.), qui devient progressivement une superpuissance pétrolière.

⁶ <https://trends.levif.be/a-la-une/les-recettes-fiscales-russes-liees-au-petrole-et-au-gaz-en-chute-de-25-en-2023/>

⁷ <https://incorrys.com/energy/energy-infrastructure/shipping-russian-oil/>

Pire encore pour la Russie, une légère hausse du prix du baril serait même avantageuse pour les États-Unis ! Leur industrie pétrolière, la première du monde avec 14 millions de barils produits par jour,⁸ fléchit déjà légèrement en raison de prix un peu trop bas qui ne permettent plus une croissance de leur industrie d'extraction du pétrole de schiste. On note que ce dernier est plus cher à extraire que le pétrole saoudien ou russe. Ce fléchissement de la croissance de l'industrie pétrolière américaine se manifeste notamment par une légère diminution du nombre de plates-formes de forage en activité aux USA dans le bassin Permien du Texas, la première région productrice de pétrole de schiste. Dans ce contexte, éliminer un pays concurrent dans la production pétrolière favoriserait l'indépendance énergétique étasunienne tout en ne pénalisant que très faiblement le consommateur, et électeur, américain.

Nombre d'autres pays producteurs de pétrole pourraient d'ailleurs se demander si la guerre russo-ukrainienne ne serait pas une opportunité pour se débarrasser du concurrent russe dans un marché pétrolier en excès de capacité. Et même plusieurs membres de l'organisation OPEP+, à laquelle la Russie appartient, seraient sans doute soulagés de ne plus se voir imposer des limitations de production par cette organisation dont le seul effet jusqu'à présent a été de maintenir péniblement le prix du baril au-delà de 70 dollars !

Si les États-Unis avaient au départ de bonnes raisons de freiner l'Ukraine dans sa plausible volonté d'attaquer l'industrie pétrolière russe, la situation pourrait s'être inversée. Une fenêtre semble s'être ouverte. Le momentum est là. Et on le voit déjà avec cette attaque du week-end du 20 janvier 2024 par des drones ukrainiens sur un terminal de Novatek dans le port d'Ust-Luga, près de Saint-Petersbourg, qui exporte des produits pétroliers. Il est aussi par exemple troublant de voir les États-Unis racheter du pétrole début janvier 2024 pour remplir leur réserve stratégique, tandis que la Chine augmentait d'environ 60% les quotas d'importation de pétrole pour ses raffineries.⁹ C'est précisément ce que feraient des grandes puissances s'appêtant à une éventuelle rupture, même partielle, de l'approvisionnement en pétrole russe : augmenter leurs réserves disponibles presque immédiatement, pour leur permettre de s'assurer que les prix ne flambent le temps des quelques semaines qu'il faudrait pour que les capacités de réserve de production mondiale soient activées.

Bien sûr, ceci n'est qu'un scénario parmi bien d'autres. L'évolution de la guerre en Ukraine, tout comme le secteur de l'énergie lui-même, dépend d'une multitude de paramètres. C'est néanmoins une perspective dont il est sain de tenir compte.

La politique étrangère de la Russie dépend fortement des revenus générés par l'exploitation de ses ressources énergétiques. D'où le célèbre trait d'ironie de feu le sénateur John MC Cain « *la Russie est une station-essence qui se fait passer pour un pays* ». Et lorsque le pétrole est trop bon marché, ce sont les perspectives d'avenir de notre immense voisin qui s'effondrent. Si Boris Elstine n'a pas réussi la transition démocratique et économique du pays après la chute de l'URSS, c'est notamment faute de moyens pour la financer. À cette époque, le prix du baril était extrêmement bas. Il se vendait la majorité du temps pendant cette décennie à bien moins de 40 dollars le baril. Au contraire, Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir au moment où les prix s'envolaient, ce qui lui a donné les moyens de sa politique.¹⁰

⁸ <https://www.geo.fr/geopolitique/energie-production-petrole-americaine-depasse-les-previsions-des-analystes-et-embete-opep-arabie-saoudite-russie-217990#:~:text=En%20effet%2C%20rappelle%20l'agence,millions%20de%20barils%20par%20jour.>

⁹ [https://www.hydrocarbonprocessing.com/news/2024/01/china-gives-most-refiners-full-crude-import-quotas-for-2024/#:~:text=\(Reuters\)%20%2D%20China%20has%20released,trade%20sources%20said%20on%20Tuesday.](https://www.hydrocarbonprocessing.com/news/2024/01/china-gives-most-refiners-full-crude-import-quotas-for-2024/#:~:text=(Reuters)%20%2D%20China%20has%20released,trade%20sources%20said%20on%20Tuesday.)

¹⁰ D. Helm, *Burn out. The endgame for fossil fuels*, Yale University Press, 2017, pp.130-132

Il se retrouve maintenant dans un contexte très défavorable au niveau énergétique, alimenté par une surabondance de l'offre en énergies fossiles. Parallèlement, la guerre en Ukraine l'a coupé des marchés occidentaux et le risque d'attaques contre son industrie énergétique n'est plus négligeable. Cela pourrait mettre à mal les recettes financières russes indispensables à son économie de guerre et à son économie tout court.

Mais que l'Ukraine tire profit de ce momentum ou non, il serait audacieux pour l'Occident de se réjouir sans réserves de la crise qui s'aggraverait en Russie. Les grands bouleversements géopolitiques, même ceux qui semblent souhaitables, réservent souvent d'âpres surprises.